

Mouvements de capitaux.—En 1965, le Canada a continué de puiser abondamment aux ressources, matérielles et financières, des autres pays du monde: l'entrée nette de capitaux (sans le changement des réserves officielles de devises), au montant de 1,240 millions de dollars, est revenue au niveau observé de 1956 à 1962, soit de un milliard de dollars à un milliard et demi. Elle a donc été de 50 p. 100 supérieure à l'entrée nette en 1964 et à peu près équivalente à celle enregistrée en 1961. Les mouvements de capitaux placés à long terme, qui comprennent les mises de fonds directes, les transactions de valeurs de portefeuille, les emprunts des administrations publiques et d'autres placements à longue échéance, se sont élevés à 713 millions de dollars en 1965, soit une diminution de 13 p. 100 par rapport au total de 820 millions l'année précédente. L'entrée de capitaux à long terme n'a couvert qu'environ deux tiers du déficit au compte courant enregistré après les années 1963 et 1964, qui ont été les premières années depuis 1956 où les entrées nettes à long terme ont excédé le déficit des transactions de biens et de services ordinaires. Les placements à court terme, qui, à tout prendre, ont consisté en sorties en 1964 ont constitué des entrées de 527 millions de dollars. L'entrée de capitaux s'est accrue du fait de l'augmentation des prêts bancaires en devises étrangères accordés à des résidents canadiens, accompagnée d'une diminution de leurs soldes en banque et d'autres fonds à court terme placés à l'étranger. Il y a eu en contrepartie fléchissement de l'entrée de capitaux dû aux transactions globales des effets à court terme et des obligations des sociétés de financement canadiennes.

En 1965, l'entrée nette au Canada de placements directs dans des entreprises dominées par des étrangers (405 millions de dollars) a excédé de 50 p. 100 les faibles montants placés en 1963 et 1964. Dans l'ensemble, les entrées ont continué à témoigner des mises de fonds des sociétés commerciales étrangères dans leurs filiales et leurs succursales, contribuant ainsi à la formation de nouveaux capitaux au Canada; c'est dans les entreprises de fabrication, ainsi que les industries du pétrole et du gaz naturel que les sommes les plus importantes ont été investies. Les placements directs de capitaux canadiens à l'étranger ont atteint un chiffre estimatif de 125 millions de dollars, en 1965, ce qui représente une augmentation par rapport à 1964 et une légère diminution par rapport à 1963.

Les entrées de capitaux découlant de transactions en valeurs canadiennes et étrangères se sont élevées à 541 millions de dollars par comparaison avec 645 millions en 1964. De nouvelles émissions d'obligations vendues aux portefeuillistes des États-Unis ont encore compté pour la plus grosse part de ce surcroît d'entrées. Le Canada a touché 32 millions de dollars en vertu des ententes relatives au traité du fleuve Columbia; les autres placements de capitaux à long terme ont été caractérisés par d'importantes sorties sous forme de prêts et d'avances faits en vertu de programmes officiels destinés à financer les exportations canadiennes. Les réserves du Canada à l'étranger ont augmenté de 157 millions de dollars en 1965. Les réserves officielles en or et en devises étrangères ont diminué de 11 millions de dollars et la position nette du Canada au Fonds monétaire internationale s'est accrue de 168 millions.

Au cours des dix dernières années, les entrées d'investissements directs ont été un élément important du compte du mouvement des capitaux. Leur afflux constant a servi particulièrement à la mise en valeur des ressources et à l'essor des industries qui s'y rattachent. Toutefois, entre 1956 et 1959 et, de nouveau de 1963 à 1965, les capitaux d'investissement direct, malgré leur importance, sont restés inférieurs aux capitaux placés dans des titres. Cela tient à ce qu'une partie de la demande pressante de nouveaux capitaux a été dirigée sur les marchés financiers étrangers par le truchement de la vente à des non-résidents de nouvelles émissions d'obligations canadiennes. Les sociétés, les provinces et les municipalités ont beaucoup emprunté durant cette période.